

de sauver l'agriculture quand les consommateurs n'ont pas les moyens d'acheter les produits qui existent déjà. De la façon dont on aide, on encourage les producteurs à produire moins. On leur dit de modifier leur production: au lieu de produire du blé, on leur suggère de produire du seigle ou de l'orge.

Quand je suis allé dans l'Ouest, il y a quelques mois, certains étudiants des universités du Manitoba, de la Saskatchewan et même de l'Alberta, payaient leurs études avec du blé ou de l'orge, parce qu'ils n'avaient pas d'argent.

Ce n'est pas le blé ou l'orge qui manquent, c'est l'argent. On ne veut pas modifier le système. Toutefois, on désire contrôler et socialiser les agriculteurs. Le système fonctionne et l'on ne veut pas mettre l'argent au service des êtres humains. Certainement pas depuis que le ministre occupe son poste. Il pensait différemment quand il siégeait parmi nous. Il sait exactement ce que je dis et, aujourd'hui, il est disposé à dire le contraire de ce que je dis.

Monsieur l'Orateur, voilà tout ce que j'avais à dire.

[Traduction]

M. Benjamin: La libre entreprise...

M. Caouette: Ce n'est pas du tout la libre entreprise. C'est la faute du gouvernement.

M. Benjamin: Il y a une différence.

M. Caouette: En effet.

[Français]

Nous suggérons quelque chose et nous le disons au ministre. En effet, le gouvernement semble atteler les bœufs derrière la charrue. Le ministre est agriculteur. Il sait très bien que si les bœufs sont attelés derrière la charrue, cette dernière fonctionnera mal. Trouvons alors une solution. Cette solution existe. Il est nécessaire que les consommateurs aient plus de pouvoir d'achat afin d'acheter les produits. Si les consommateurs n'ont pas suffisamment de pouvoir d'achat, les produits ne se vendront pas. Une visite des magasins nous démontrera qu'il n'existe pas de problème de production au Canada. Ce bill traite encore de la production et non pas de la consommation ou des consommateurs. On veut que les gens consomment, mais on ne leur donne pas les moyens financiers nécessaires à cette fin.

Monsieur l'Orateur, le bill C-197 ne règle absolument aucun problème. Il favorise l'établissement d'un nouvel organisme gouvernemental où l'on embauchera des bureaucrates qui seront chargés d'aller constater qu'il y a des gens qui crèvent de faim dans les provinces Maritimes, dans l'Ouest et dans la pro-

vince de Québec. Il y a, en Ontario, des producteurs de maïs qui sont aux prises avec la surproduction, et la même situation existe partout au Canada. Et, au lieu d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, on contingente les produits ou, encore, on présente des mesures comme le bill C-197, s'imaginant que cela va régler les problèmes de l'agriculture.

Monsieur l'Orateur, je défie le ministre d'accomplir quoi que ce soit au moyen de ce bill. Dans deux ans, je serai encore ici. Je souhaite qu'il le soit lui aussi, du moins jusqu'aux prochaines élections, car je pourrai alors lui dire que son bill C-197 n'a absolument rien réglé. Au fait, il n'aura pas réussi à enrayer l'inflation, ni à soulager le producteur, ni, surtout, à aider le consommateur.

Ce que nous proposons, nous, c'est l'application intégrale des principes du Crédit social, dans lesquels le ministre croit sincèrement, au fond. Alors seulement, pourrions-nous dire que nous avons au Canada une agriculture prospère.

M. Florian Côté (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, à la suite des discussions qui ont été tenues depuis quelque temps, j'ai pris l'initiative d'intervenir. D'abord, je ne voulais pas retarder l'adoption de ce bill, car il est trop impatiemment attendu par la classe agricole et les associations agricoles, qui l'exigent depuis des années. Au fait, on le réclamait même avant que je sois député, alors que je pratiquais l'agriculture, faisant partie des associations agricoles. A ce moment-là, on demandait au gouvernement de présenter une mesure qui assurerait la mise en marché des produits agricoles au Canada. Lorsque ce bill a été déposé, je me suis dit: Ce bill sera adopté à l'unanimité par la Chambre, sans discussion.

La semaine dernière, j'ai reçu un appel téléphonique d'un représentant de l'UCC du Québec—même si certains députés de l'opposition croient que ce bill n'est qu'un fantôme—qui croyait que ce bill était déjà adopté, et qui me disait que l'UCC voulait s'en prévaloir en vue de négocier avec les provinces la mise en marché des produits à l'intérieur des provinces.

● (3.50 p.m.)

Malheureusement, j'ai été obligé de faire remarquer à mes anciens collègues que ce bill n'avait pas encore été adopté, car certains députés de l'opposition, ne pouvant en apprécier la valeur réelle, parce qu'ils ignoraient la nature de la mise en marché ou de la production de chacune des régions du Canada, ne pouvaient approuver ce bill qu'ils considéraient comme un «fantôme».